



Assemblée générale

Distr. générale
16 février 2001

Cinquante-cinquième session
Point 124 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sur le rapport de la Cinquième Commission (A/55/709)]

55/223. Régime commun des Nations Unies: rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2000¹ et l'état présenté par le Secrétaire général sur les incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission²,

Réaffirmant son attachement à la notion d'un régime commun et unifié des Nations Unies qui serve de base pour la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organismes qui appliquent le régime commun des Nations Unies,

Convaincue que le régime commun constitue l'instrument qui permet le mieux d'assurer à la fonction publique internationale les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, comme il est stipulé dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant le rôle central de la Commission quant à la réglementation et à la coordination des conditions d'emploi dans les organismes qui appliquent le régime commun,

Réaffirmant également le statut de la Commission,

I

Conditions d'emploi applicables aux deux catégories de fonctionnaires

A. Principes généraux à appliquer à la gestion des ressources humaines

Rappelant ses résolutions 51/216 du 18 décembre 1996, 52/216 du 22 décembre 1997, 53/209 du 18 décembre 1998 et 54/238 du 23 décembre 1999,

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 30 et rectificatif (A/55/30 et Corr.1).

² A/55/629.

1. *Prend note avec satisfaction* des travaux de la Commission relatifs à l'élaboration du cadre intégré de gestion des ressources humaines, qui aiderait les organismes appliquant le régime commun à mener à bien des réformes dans le domaine de la gestion des ressources humaines;

2. *Fait siennes* les conclusions formulées au paragraphe 19 du rapport de la Commission¹;

3. *Demande* à la Commission à s'inspirer du cadre intégré de gestion pour établir son futur programme de travail, comme indiqué au paragraphe 18 de son rapport¹;

4. *Encourage* les organismes appliquant le régime commun des Nations Unies à utiliser le cadre intégré de gestion comme point de départ de leurs propres travaux sur les politiques et procédures à mettre au point dans le domaine de la gestion des ressources humaines et à le porter à l'attention de leurs organes directeurs;

B. Normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux

Rappelant ses résolutions 52/252 du 8 septembre 1998 et 54/238,

Prend note des décisions énoncées au paragraphe 31 du rapport de la Commission¹, demande instamment aux organisations de se mettre d'accord sur le projet de normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux en temps voulu pour que la Commission puisse en établir le texte définitif et le soumettre à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session, et souligne que les normes proposées doivent garantir le respect des principes d'intégrité, d'impartialité et d'indépendance par les fonctionnaires;

C. Examen du régime des traitements et indemnités

Rappelant ses résolutions 51/216, 52/216 et 53/209,

1. *Prend note* des travaux de la Commission concernant l'examen du régime des traitements et indemnités dans le contexte du cadre intégré de gestion des ressources humaines;

2. *Note* que la Commission a décidé de poursuivre l'examen du régime des traitements et indemnités selon les modalités énoncées à l'annexe III à son rapport¹;

D. Prise en compte des connaissances linguistiques

Rappelant la section II.E de sa résolution 48/224 du 23 décembre 1993 et la section II.B de sa résolution 53/209,

Note que la Commission a décidé d'examiner la question de la prise en compte des connaissances linguistiques dans le cadre de l'étude d'ensemble du régime des traitements et indemnités;

E. Indemnité pour frais d'études

Rappelant la section III.C de sa résolution 54/238, dans laquelle elle a prié la Commission d'achever l'étude de la méthode de calcul de l'indemnité pour frais d'études et de lui en communiquer les résultats à sa cinquante-cinquième session,

1. *Prend note* des décisions et recommandations de la Commission concernant l'examen de la méthode de calcul de l'indemnité pour frais d'études qui sont énoncées au paragraphe 81 de son rapport¹;

2. *Demande instamment* aux organismes appliquant le régime commun des Nations Unies d'harmoniser leurs statuts et règlements du personnel de sorte que l'indemnité pour frais d'études soit considérée comme une prestation payable exclusivement aux fonctionnaires recrutés sur le plan international qui ont le statut d'expatrié;

3. *Approuve* les augmentations du montant maximum des dépenses remboursables dans cinq zones monétaires et autres ajustements relatifs à la prise en compte des dépenses au titre de l'indemnité pour frais d'études que la Commission a recommandés au paragraphe 93 de son rapport¹;

4. *Prend note* des décisions énoncées aux paragraphes 94 et 95 du rapport de la Commission¹;

F. Barème commun des contributions du personnel

Rappelant ses résolutions 48/225 du 23 décembre 1993 et 51/216,

Prend note des décisions énoncées au paragraphe 102 du rapport de la Commission¹;

II

Conditions d'emploi des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur

A. Le principe Noblemaire et son application

Rappelant sa résolution 44/198 du 21 décembre 1989 et ses autres résolutions pertinentes,

1. *Reconfirme* qu'il faut continuer d'appliquer le principe Noblemaire;

2. *Réaffirme* qu'il faut continuer d'assurer la compétitivité des conditions d'emploi offertes par les organismes qui appliquent le régime commun des Nations Unies;

B. Équivalences de classe entre l'Administration fédérale des États-Unis et le régime commun des Nations Unies

Rappelant la section I.A de sa résolution 50/208 du 23 décembre 1995,

1. *Prend note* de la nouvelle étude réalisée en 2000 par la Commission pour actualiser les équivalences de classe avec la fonction publique de référence, à savoir l'Administration fédérale des États-Unis;

2. *Prend note également* des décisions de la Commission résultant de son étude réalisée en 2000 sur les équivalences de classe avec la fonction publique de référence, qui sont énoncées au paragraphe 149 de son rapport¹;

C. Évolution de la marge

Rappelant la section I.B de sa résolution 52/216 et le mandat permanent qu'elle a confié à la Commission, en vertu duquel celle-ci poursuit l'examen du rapport entre la rémunération nette des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur de l'Organisation des Nations Unies en poste à New York et celle des agents de la fonction publique de référence (l'Administration fédérale des États-Unis) occupant des emplois comparables à Washington (dénommé «la marge»),

Rappelant également le paragraphe 3 de la section IX de sa résolution 46/191 A du 20 décembre 1991, dans lequel elle a prié la Commission d'inscrire à son programme de travail un examen des différences entre la rémunération nette des fonctionnaires des Nations Unies et celle des fonctionnaires des États-Unis, classe par classe,

1. *Note* que, d'après les résultats de l'étude réalisée en 2000 sur les équivalences de classe entre les fonctionnaires des Nations Unies et ceux de la fonction publique de référence, à savoir l'Administration fédérale des États-Unis, la marge entre la rémunération nette des fonctionnaires des Nations Unies des classes P-1 à D-2 en poste à New York et celle des fonctionnaires occupant des emplois comparables dans l'Administration fédérale des États-Unis s'établit à 11,3 p. 100 pour l'année 2000;

2. *Note également* qu'il ressort de l'annexe V au rapport de la Commission que le rapport entre la rémunération nette des fonctionnaires des Nations Unies et celle des fonctionnaires occupant des postes comparables dans l'Administration fédérale des États-Unis va de 119,9 à la classe P-2 à 105,5 à la classe D-2, et considère qu'il faudrait remédier au problème que posent ces disparités, dans le contexte des considérations générales relatives à la marge;

D. Barème des traitements de base minima

Rappelant la section I.H de sa résolution 44/198, dans laquelle elle a approuvé l'établissement de traitements nets minima pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, par référence aux traitements de base nets des fonctionnaires occupant des postes comparables dans la ville de base de la fonction publique de référence (l'Administration fédérale des États-Unis),

1. *Approuve*, avec effet au 1^{er} mars 2001, le barème révisé des traitements de base bruts et nets des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui figure en annexe à la présente résolution;

2. *Prie* la Commission, dans le contexte de l'examen du régime des traitements et indemnités, de revoir le lien étroit qui doit exister entre le barème des traitements de base minima et la prime de mobilité et de sujétion;

E. Indemnités pour charges de famille

Rappelant le paragraphe 2 de la section II.F de sa résolution 47/216 du 23 décembre 1992, dans lequel elle a noté que la Commission reverrait tous les deux ans le montant des indemnités pour charges de famille,

Rappelant également le paragraphe 4 de la section I.F de sa résolution 53/209, dans lequel elle a prié la Commission d'examiner le régime des indemnités pour

charges de famille, concernant sa portée générale, sa raison d'être et les méthodes utilisées,

Notant que la Commission a examiné la question des indemnités pour charges de famille en tenant compte des changements intervenus dans les sept villes sièges depuis 1998 en matière de dégrèvements fiscaux et de prestations sociales,

1. *Prend note* de la décision de la Commission concernant les principes de base du régime des indemnités pour charges de famille, son champ d'application et les méthodes de calcul utilisées;

2. *Approuve*, avec effet au 1^{er} janvier 2001, une augmentation de 11,89 p. 100 de l'indemnité pour enfant à charge, y compris celle pour enfant handicapé, et de l'indemnité pour personne indirectement à charge;

3. *Prend note* de la liste actualisée des lieux d'affectation à monnaie forte où les indemnités sont fixées en monnaie locale, figurant dans l'annexe VIII au rapport de la Commission¹;

4. *Note* que, lorsque des fonctionnaires employés par un organisme appliquant le régime commun des Nations Unies reçoivent directement d'un gouvernement des allocations pour charges de famille, celles qui leur sont payables à ce titre par l'organisme employeur devraient être réduites d'autant;

F. Questions relatives aux ajustements

Rappelant la demande qu'elle a formulée dans la section II.G de sa résolution 48/224 concernant les enquêtes intervillelles réalisées dans les villes sièges,

1. *Accueille avec satisfaction* l'étude que la Commission a consacrée au fonctionnement du système des ajustements;

2. *Prend note* des décisions de la Commission qui sont énoncées au paragraphe 157 de son rapport¹;

III

Conditions d'emploi des agents des services généraux et des autres catégories de personnel recruté sur le plan local

A. Enquête sur les conditions d'emploi les plus favorables pratiquées à New York et à Montréal

Rappelant la section II.A de sa résolution 52/216, dans laquelle elle a réaffirmé que le principe Fleming devrait continuer à servir de base à la détermination des conditions d'emploi des agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées et approuvé des méthodes révisées pour les enquêtes sur les conditions d'emploi les plus favorables concernant ces catégories,

Prend note des résultats des enquêtes menées à New York et à Montréal, figurant au chapitre V du rapport de la Commission¹;

B. Révision de la méthode d'enquête sur les conditions d'emploi dans les villes sièges: décisions du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail concernant l'élimination progressive de la majoration linguistique à Rome et à Vienne

Rappelant le paragraphe 2 de la section III de sa résolution 47/216 et la section II.E de sa résolution 48/224,

Prend note de la décision de la Commission concernant la majoration linguistique, énoncée au paragraphe 192 de son rapport¹;

IV

Renforcement de la fonction publique internationale

Décide de différer l'examen des rapports du Secrétaire général³ en vue de prendre une décision au sujet du renforcement de la fonction publique internationale lors de la première partie de la reprise de sa cinquante-cinquième session.

*89^e séance plénière
23 décembre 2000*

³ A/55/526 et A/54/483.

Annexe

**Barème des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur^a
 (montants annuels bruts et équivalents nets après déduction des contributions du personnel)**

(En dollars des États-Unis)

Entrée en vigueur: 1^{er} mars 2001

| Classes | Échelons | | | | | | | | | | | | | | |
|--|----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV |
| Secrétaire général adjoint | | | | | | | | | | | | | | | |
| SGA Brut | 167 035 | | | | | | | | | | | | | | |
| Net F | 113 762 | | | | | | | | | | | | | | |
| Net C | 102 379 | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-Secrétaire général | | | | | | | | | | | | | | | |
| SSG Brut | 151 840 | | | | | | | | | | | | | | |
| Net F | 104 341 | | | | | | | | | | | | | | |
| Net C | 94 484 | | | | | | | | | | | | | | |
| Directeur | | | | | | | | | | | | | | | |
| D-2 Brut | 124 384 | 127 132 | 129 877 | 132 623 | 135 369 | 138 115 | | | | | | | | | |
| Net F | 87 318 | 89 022 | 90 724 | 92 426 | 94 129 | 95 831 | | | | | | | | | |
| Net C | 80 218 | 81 645 | 83 072 | 84 498 | 85 925 | 87 352 | | | | | | | | | |
| Administrateur général | | | | | | | | | | | | | | | |
| D-1 Brut | 109 894 | 112 245 | 114 598 | 116 944 | 119 297 | 121 648 | 124 002 | 126 352 | 128 702 | | | | | | |
| Net F | 78 334 | 79 792 | 81 251 | 82 705 | 84 164 | 85 622 | 87 081 | 88 538 | 89 995 | | | | | | |
| Net C | 72 407 | 73 687 | 74 967 | 76 245 | 77 525 | 78 796 | 80 018 | 81 240 | 82 460 | | | | | | |
| Administrateur hors classe | | | | | | | | | | | | | | | |
| P-5 Brut | 96 705 | 98 832 | 100 961 | 103 089 | 105 216 | 107 342 | 109 471 | 111 598 | 113 724 | 115 853 | 117 982 | 120 106 | 122 234 | | |
| Net F | 70 157 | 71 476 | 72 796 | 74 115 | 75 434 | 76 752 | 78 072 | 79 391 | 80 709 | 82 029 | 83 349 | 84 666 | 85 985 | | |
| Net C | 65 176 | 66 385 | 67 545 | 68 703 | 69 862 | 71 018 | 72 177 | 73 335 | 74 493 | 75 651 | 76 809 | 77 966 | 79 101 | | |
| Administrateur de 1 ^{re} classe | | | | | | | | | | | | | | | |
| P-4 Brut | 79 780 | 81 733 | 83 680 | 85 627 | 87 579 | 89 527 | 91 571 | 93 645 | 95 723 | 97 795 | 99 869 | 101 947 | 104 019 | 106 095 | 108 171 |
| Net F | 59 255 | 60 544 | 61 829 | 63 114 | 64 402 | 65 688 | 66 974 | 68 260 | 69 548 | 70 833 | 72 119 | 73 407 | 74 692 | 75 979 | 77 266 |
| Net C | 55 180 | 56 364 | 57 543 | 58 722 | 59 902 | 61 080 | 62 259 | 63 439 | 64 617 | 65 796 | 66 949 | 68 082 | 69 210 | 70 340 | 71 470 |
| Administrateur de 2 ^e classe | | | | | | | | | | | | | | | |
| P-3 Brut | 65 388 | 67 220 | 69 053 | 70 880 | 72 714 | 74 544 | 76 373 | 78 206 | 80 038 | 81 868 | 83 700 | 85 529 | 87 361 | 89 191 | 91 089 |
| Net F | 49 756 | 50 965 | 52 175 | 53 381 | 54 591 | 55 799 | 57 006 | 58 216 | 59 425 | 60 633 | 61 842 | 63 049 | 64 258 | 65 466 | 66 675 |
| Net C | 46 445 | 47 556 | 48 669 | 49 780 | 50 892 | 52 002 | 53 113 | 54 225 | 55 335 | 56 447 | 57 555 | 58 663 | 59 770 | 60 877 | 61 985 |
| Administrateur adjoint de 1 ^{re} classe | | | | | | | | | | | | | | | |
| P-2 Brut | 53 129 | 54 632 | 56 132 | 57 633 | 59 135 | 60 692 | 62 332 | 63 967 | 65 606 | 67 244 | 68 879 | 70 520 | | | |
| Net F | 41 253 | 42 335 | 43 415 | 44 496 | 45 577 | 46 657 | 47 739 | 48 818 | 49 900 | 50 981 | 52 060 | 53 143 | | | |
| Net C | 38 694 | 39 675 | 40 653 | 41 633 | 42 611 | 43 592 | 44 587 | 45 580 | 46 577 | 47 571 | 48 564 | 49 561 | | | |
| Administrateur adjoint de 2 ^e classe | | | | | | | | | | | | | | | |
| P-1 Brut | 41 189 | 42 633 | 44 075 | 45 519 | 46 960 | 48 403 | 49 847 | 51 290 | 52 731 | 54 174 | | | | | |
| Net F | 32 656 | 33 696 | 34 734 | 35 774 | 36 811 | 37 850 | 38 890 | 39 929 | 40 966 | 42 005 | | | | | |
| Net C | 30 805 | 31 763 | 32 720 | 33 677 | 34 633 | 35 590 | 36 548 | 37 493 | 38 434 | 39 375 | | | | | |

F = Fonctionnaire ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge.

C = Fonctionnaire n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge.

^a Après incorporation de la valeur de 5,1 points d'ajustement aux traitements de base nets. Les indices et coefficients d'ajustement seront révisés en conséquence dans tous les lieux d'affectation, avec effet au 1^{er} mars 2001. Par la suite, le classement aux fins de l'ajustement sera modifié en fonction des mouvements des indices d'ajustement.